

**Union européenne - Afghanistan -  
Signature d'un accord de  
coopération en matière de  
partenariat et de développement -  
Communiqué de presse du conseil  
de l'Union européenne  
(Bruxelles, 13 février 2017)**

Le 13 février 2017, le Conseil a décidé de signer un accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'UE et l'Afghanistan. L'accord sera signé vendredi 17 février 2017 à 18h40, à Munich, par la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Federica Mogherini, et le ministre afghan des finances, M. Eklil Ahmad Hakimi, en présence du président de l'Afghanistan, M. Ashraf Ghani.

L'accord de coopération en matière de partenariat et de développement constituera un nouveau cadre pour les relations entre l'UE et l'Afghanistan. Il formalise l'attachement de l'UE au développement de l'Afghanistan dans le cadre de la «décennie de la transformation» (2014-2024), sur la base des engagements pris lors de la conférence de Bruxelles sur l'Afghanistan tenue les 4 et 5 octobre 2016.

L'accord reflète les principes et les conditions sur lesquels le partenariat à venir sera fondé. Il met l'accent sur un dialogue politique régulier, y compris sur les questions relatives aux droits de l'Homme, en particulier les droits des femmes et des enfants. L'accord prévoit le développement de relations mutuellement bénéfiques dans un éventail de plus en plus large de domaines économiques et politiques, tels que l'État de droit, la santé, le développement rural, l'éducation, les sciences et les technologies, ainsi que des mesures visant à lutter contre la corruption, le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme, la criminalité organisée et le trafic de stupéfiants. Il prévoit également une coopération dans le domaine des migrations, fondée sur l'action conjointe pour le futur sur les questions migratoires adoptée au début du mois d'octobre 2016. L'accord de coopération permettra en outre à l'UE et à l'Afghanistan de s'employer ensemble à relever conjointement les défis mondiaux que constituent par exemple la sécurité nucléaire, la non-prolifération et la lutte contre le changement climatique.

L'accord signé et conclu prendra la forme d'un accord «mixte». Cela signifie que, du côté de l'UE, il doit être signé à la fois par l'UE et par les États membres, et ratifié par l'ensemble des parlements nationaux et régionaux concernés. L'accord s'appliquera à titre provisoire, dans l'attente de sa ratification par l'ensemble des États membres. L'application provisoire concernera les questions relevant de la compétence de l'UE, notamment le dialogue politique, les droits de l'Homme, l'égalité entre les femmes et les hommes, la coopération au développement, la coopération en matière de commerce et d'investissement, la coopération dans le domaine des migrations et la coopération régionale./.